

D 664 GUATEMALA: POURQUOI LE QUICHÉ?

C'est depuis 1975, mais surtout 1979 (après la Révolution nicaraguayenne), que la répression militaire s'est installée dans le département du Quiché, au centre montagneux du pays (cf. DIAL D 305, 462 et 558). Région traditionnellement tranquille, cette zone indienne est aujourd'hui le théâtre d'opérations militaires de plus en plus dures et sanglantes. Il semble que la raison majeure en soit l'implantation d'un noyau de guérilla de tendance "guévariste": l'Armée de guérilla des pauvres (cf. DIAL D 663). Outre la situation géographique, l'Armée de guérilla des pauvres aurait pensé tirer parti de l'organisation particulièrement développée, sur le plan pastoral, du diocèse du Quiché depuis une dizaine d'années. Ce n'est pas un hasard si ce groupe de guérilleros a, en juillet 1980, lancé officiellement un appel aux chrétiens du pays pour qu'ils entrent dans ses rangs.

L'intensification de la guérilla coïncide avec l'effort d'unification, en septembre 1980, entre l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA), les Forces armées rebelles (FAR) et le Parti guatémaltèque du travail (PGT).

Dernièrement, la répression s'est tellement intensifiée contre les secteurs d'Eglise du Quiché que son évêque, Mgr Gerardi, a pris la décision d'abandonner temporairement la région (cf. DIAL D 647).

Dans le témoignage ci-dessous, donné par un prêtre du Quiché dont on comprendra l'anonymat, le lecteur trouvera un récit ordonné de l'intensification de la répression dans le Quiché. Un tel témoignage pose de nouveau la question: pourquoi l'opinion internationale est-elle si indifférente à la situation de l'Amérique centrale?

Note DIAL

TEMOIGNAGE SUR LA REPRESSION
DANS LE QUICHÉ

Pour situer dans leur contexte les circonstances qui nous ont amenés à quitter le diocèse du Quiché, il faut remonter à novembre 1979. C'est à cette époque qu'ont commencé à filtrer les premiers bruits sur les plans que l'armée s'apprêtait à mettre à exécution dans cette région.

Les rumeurs, de plus en plus concrètes et précises, provenaient de diverses sources. Les informations nous sont arrivées par les milieux gouvernementaux, par l'armée elle-même et par la guérilla. Toutes ces

informations se recoupaient et annonçaient que l'été 1980 serait un été tragique dans le département du Quiché, avec une répression forte. D'après ce qu'on savait, l'armée s'apprêtait à lancer une grande opération en plusieurs phases. La première consisterait à ouvrir des voies d'accès vers le Nord du département, région qui est la zone de conflit armé le plus fort. Ensuite des effectifs militaires importants pénétreraient dans la zone et occuperaient les villages. La phase finale se traduirait en bombardements et en opérations militaires pour parvenir à la liquidation effective de la guérilla.

En décembre, la guérilla a commencé d'avertir les villages pour qu'ils se préparent à cette éventualité, pour que les gens s'organisent, car de janvier à mai il allait y avoir un grand massacre dans le département du Quiché.

Parmi les rumeurs et informations courant à cette époque, il y en avait une, en provenance de l'armée, qui a provoqué un climat de forte tension dans tous ces villages du département: on nous a fait savoir, sans beaucoup de détours, que les agents de pastorale du diocèse du Quiché allaient subir la répression, en raison de l'attitude que nous avions prise dans de nombreux endroits, de nous mettre du côté du peuple et de procéder à des dénonciations y compris au plan international.

Au cours de réunions au plan diocésain, de novembre à décembre, nous avons examiné la situation et discuté de la façon d'aider les gens au cours de l'offensive en préparation, ainsi que de l'attitude que, comme diocèse du Quiché, nous devons prendre face aux opérations militaires à venir.

Les menaces

Dès le mois de novembre, les agents de pastorale ont commencé à recevoir des menaces de mort. Pour ma part, de telles menaces me sont parvenues à partir de la dernière semaine de novembre et m'ont été adressées pendant tout le mois de décembre. C'étaient des menaces écrites. Faites parfois avec des coupures de journaux, avec des annotations en marge. Et des lettres expédiées de la capitale, pour nous dire que nous étions des communistes, que nous allions être massacrés, que nous devons partir sinon ils en finiraient avec nous, etc.

Les villages du Quiché ont réagi à la menace qui pesait sur eux et ils ont commencé à dénoncer devant l'opinion publique nationale ce qui se passait dans le département qui avait été complètement bouclé par l'armée. C'est alors que les paysans du Nord du Quiché - de Nebaj, de Cotzal, de Chajul, d'Uspantán et de la zone Uspantán-Chicamán - ont commencé à descendre vers la capitale (1). Ce sont eux qui ont occupé différents collèges, puis les bureaux de l'OEA et, ensuite, l'ambassade d'Espagne (2).

En même temps, en tant qu'agents de pastorale nous avons procédé à quelques dénonciations, dont des rapports que, pour la première fois et de façon officielle, nous avons présentés à la conférence épiscopale par l'intermédiaire de l'évêque du diocèse. En fin décembre, nous avons reçu la visite d'un membre du Congrès nord-américain, le père jésuite

(1) Cf. DIAL D 568 (NdT).

(2) Cf. DIAL D 599 et 601 (NdT).

Driman, qui était très préoccupé par ce qui se passait au Quiché. Nous avons demandé à Driman de faire pression sur le Congrès pour que les États-Unis coupent leur aide militaire à l'armée guatémaltèque.

Pendant ce temps, au Quiché, se poursuivaient les arrestations, les assassinats et les morts, tous les jours. Cela fait cinq ans que ça dure, alors que le reste du pays l'ignorait. Depuis cinq ans, chaque fois qu'il était question du Quiché, l'armée disait qu'il y avait la guerre dans le nord du département. On le disait dans les villages; les militaires le disaient personnellement à tous ceux à qui ils parlaient; qu'il y avait une guerre dans le Nord du quiché, qu'ils étaient des spécialistes pour en finir avec le communisme, que c'était leur mission, que beaucoup d'innocents y laisseraient leur vie, mais que c'était inévitable puisque c'était la guerre.

Dans les derniers jours de 1979, on voyait circuler partout les listes de prêtres du Quiché qui devaient être tués. Pour la plupart des prêtres menacés, nous étions d'origine espagnole. Quand l'ambassadeur d'Espagne, Máximo Cajal (3), a eu connaissance de ces menaces, il s'est rendu au Quiché et a demandé à voir les prêtres. L'ambassadeur y est resté exactement un jour et demi. Il est d'abord allé voir les prêtres espagnols qui travaillaient à Chajul, puis ceux de Cotzal, de Cunén, Uspantán et Chicamán, et enfin ceux de Joyabaj, de Quiché et de Chichicastenango. Il a aussi parlé individuellement avec chacun des prêtres espagnols ou d'origine espagnole qui se trouvaient dans le diocèse. La visite de l'ambassadeur a eu pour effet de cristalliser les rumeurs et de les transformer en information plus cohérente et, par là même, plus inquiétante.

L'occupation du Quiché

D'ailleurs, en cette fin d'année, l'armée passait à un nouveau type d'action dans les villages du nord du Quiché. Elle ne se contentait plus d'arrêter, de torturer et de tuer; désormais, elle occupe les villages et décrète un véritable état de siège. Depuis, les gens ont perdu tous leurs droits civiques et constitutionnels. Et l'armée le leur rappelle quand elle les oblige à se coucher sur le sol ou à se relever (4). Le contrôle est si strict que l'armée va jusqu'à vérifier la quantité de nourriture consommée par chaque famille. Depuis le mois de novembre, l'armée a obligé les propriétaires de machines à moudre le maïs à préciser la quantité de farine moulue par familles du village et le nombre de leurs membres, pour vérifier quelles familles mangent plus que ce qu'elles ne doivent (5). Quand une famille mange plus qu'elle ne doit, selon les critères militaires, les soldats s'y rendent et torturent ses membres afin de savoir pourquoi ils consomment plus de nourriture que la "normale". Et quand les paysans vont cultiver leur champ de maïs, ils doivent montrer leur gamelle en sortant du village.

A la même époque, la police a lancé son programme d'alphabétisation dans les villages du nord du Quiché. Chaque policier devait alphabétiser dix familles de paysans. A Sacapulas, à Uspantán, à Chicamán et à Cunén,

(3) Le même qui, en janvier 80, sera blessé dans l'incendie de l'ambassade d'Espagne. Cf. DIAL D 599 (NdT).

(4) Cf. DIAL D 646 (NdT).

(5) Toute consommation supérieure signifierait l'existence locale de guérilleros (NdT).

j'ai vu personnellement comment fonctionnait ce plan. Chaque policier se rendait périodiquement dans dix foyers. Tous les membres de chacune des familles étaient obligés d'assister à la leçon. S'il manquait un membre de la famille, les autres membres devaient dire où il était. Des femmes ont été torturées parce qu'elles n'ont pu que dire "mon mari est allé sur la côte", sans autre détail: "Où ça exactement? Pour faire quoi? Chez quel propriétaire? Quand rentre-t-il? Combien d'argent te donne-t-il pour faire les commissions?"... Le contrôle est total, absolu.

L'armée travaillait alors activement à l'élargissement de la route vers la zone Ixil. Avec beaucoup d'engins, de camions et de dynamite, les "kaibiles" sont chargés par l'armée des travaux d'élargissement de la voie d'accès vers le Nord du Quiché, et vers Uspantán-Chicamán. D'après l'armée, les "kaibiles", troupes spécialement entraînées pour la lutte antiguérilla, sont ici appliquées à l'action civique et aux travaux au bénéfice de la communauté. On est sûr que la guérilla a attaqué à Uspantán et qu'elle a tué quelques soldats sur la route.

Le massacre de l'ambassade d'Espagne

Toutes ces tensions et pressions vont culminer dans le massacre de l'ambassade d'Espagne. Les paysans qui sont entrés dans les locaux de l'ambassade apportaient une dénonciation précise sur les agissements de l'armée (6), laquelle était en train de massacrer la population de Chajul. Ils demandaient que soit créée une commission - d'une quinzaine de membres, je crois - pour aller exhumer sept cadavres enterrés par l'armée au village de Chajul. C'étaient sept catéchistes que l'armée avait arrêtés un mois et demi plus tôt dans le village d'Uspantán, et qu'elle avait assassinés à Chajul. C'était cela la dénonciation précise que les paysans voulaient faire en entrant dans l'ambassade d'Espagne.

A partir du massacre de l'ambassade, on a constaté un changement dans la répression au Quiché et dans la manière d'agir de l'armée, de la police judiciaire, de la police rurale et de la police nationale. La répression devient deux fois plus forte. Les contrôles à l'entrée du Quiché, en direction de l'intérieur du département, se font plus sévères et plus agressifs. On fait déshabiller complètement les gens, y compris les chaussures et les chaussettes.

Les contrôles militaires deviennent plus intenses dans les paroisses. Jusqu'alors, l'armée avait toujours été présente autour des paroisses, au moins depuis cinq ans. Mais à partir de ce moment-là, les soldats ne se cachent même plus. Non seulement ils se montrent au grand jour, mais ils déclarent que les prêtres sont des guérilleros, que les paroisses sont les têtes de pont de la guérilla. Et ils se mettent à lancer des pamphlets, à distribuer des tracts dans lesquels ils accusent les prêtres de favoriser la subversion. Sur les murs de ma maison, par exemple, ils ont peint en grands caractères: "Dans vingt jours tu seras raide". Ils lancent des tracts dans les villages pour accuser les prêtres de soulever les gens contre l'ordre établi. Le contrôle des agents de pastorale est renforcé. Finalement les militaires sont passés à l'action directe. En février ils ont attaqué le presbytère d'Uspantán. Il se trouve, en effet, que la guérilla a un jour attaqué le village d'Uspantán à 8 H du soir, en tuant onze policiers en train de manger dans une cantine située près du village et occupée par plus de six cents soldats. L'échange de coups de

(6) Cf. DIAL D 601 (NdT).

feu a commencé entre la guérilla et l'armée, jusqu'au moment où, deux heures plus tard, les guérilleros se sont retirés. L'armée a alors encerclé le presbytère, et les prêtres qui s'y trouvaient ont vu et entendu le capitaine qui disait à ses soldats: "Enlevez-moi cette merde de là et foutez le camp avant qu'ils vous fassent des saloperies!". Puis ils ont jeté quatre grenades dans la cour où se trouvaient les voitures de la paroisse. Cela a été la première action directe contre les agents de pastorale.

Huit jours plus tard exactement, à 9 H du soir, l'armée a encerclé une nouvelle fois le presbytère d'Uspantán, mais les prêtres qui avaient l'habitude de regarder un moment la télévision à cette heure-là ne s'en sont pas rendu compte. Ils étaient trois prêtres. Au moment où chacun d'eux s'est retiré dans sa chambre et a allumé la lumière, les militaires ont, dans les cinq secondes, tiré à la mitraillette dans les fenêtres. Par bonheur les trois prêtres étaient allés directement aux toilettes qui se trouvent à l'entrée et c'est ce qui les a sauvés. Puis les militaires ont lancé des grenades défensives dans la cour du presbytère.

Le lendemain tous les agents de pastorale d'Uspantán ont quitté le Quiché et se sont réfugiés dans la capitale, où ils ont commencé à recevoir des lettres de menaces de mort par l'Armée secrète anticommuniste. Finalement, en mars, les trois prêtres d'Uspantán ont dû rejoindre l'Espagne, leur pays d'origine. Ils travaillaient au Guatemala suite à un accord entre le diocèse espagnol d'Oviedo et le diocèse du Quiché.

Les graffiti et les menaces anonymes ont continué contre les prêtres. Et le 4 juin c'était l'assassinat, par l'armée, du Père José Maria Gran dans la paroisse de Chajul (7). Quelques semaines auparavant, en mars, avait eu lieu le massacre de Nebaj.

Le massacre de Nebaj

Un dimanche, le 2 mars exactement, l'armée a encerclé Nebaj en se cachant. A Nebaj il y a le grand marché dominical auquel viennent les gens de tous les villages et hameaux des environs. Chaque dimanche ce sont de trois à quatre mille personnes qui se rassemblent ainsi. L'armée s'est cachée de très bonne heure et a laissé les gens venir au marché. Puis elle a bouclé complètement le village pour empêcher les gens de s'en aller. Par haut-parleurs, les militaires ont fait savoir aux gens, d'où qu'ils soient, qu'ils devaient retirer un document délivré par l'armée, prouvant que le porteur n'était pas guérillero; toute personne rencontrée sans ce document serait automatiquement considérée comme un guérillero et était alors susceptible d'être fusillée sans interrogatoire, sans jugement, sans rien.

Les militaires ont installé au casernement un soldat avec une vieille machine à écrire et obligé les gens à faire la queue. Le soldat savait à peine se servir d'une machine à écrire. De neuf heures du matin à neuf heures du soir, il n'a pu que délivrer trente documents. A Nebaj, il fait d'habitude froid; et ce dimanche-là il est tombé une grosse averse. La plupart des gens n'avaient rien mangé de la journée, car ils n'étaient venus à Nebaj que pour faire leurs commissions, avant de retourner dans la montagne. Ils n'ont pu dormir car il n'y avait rien pour cela, et le sol était détrempé. Plus de trois mille personnes ont ainsi passé la nuit en faisant la queue, trempées et grelottant de froid, fatiguées, affamées

(7) Cf. DIAL D 647 (NdT).

et terrorisées. Car un certain nombre d'hommes qui étaient passés par le casernement n'en étaient pas ressortis; et ceux qui se trouvaient en tête de queue avaient pu, au moment où on ouvrait les portes pour les faire entrer, voir quelques-uns d'entre eux pendus par les bras aux poutres de la toiture.

A cinq heures du matin le petit soldat a repris du service avec sa machine à écrire. Tous ceux qui entraient dans le casernement voyaient leurs noms confrontés à de longues listes de suspects. Vers les neuf heures du matin de ce deuxième jour, le lundi, un groupe d'une soixantaine de ladinos (8) ont demandé au capitaine de leur délivrer le document en priorité. Le capitaine a alors fait reculer les Indiens pour faire passer les ladinos devant.

Dans les hameaux voisins de Nebaj, les femmes ont commencé à se faire du souci en voyant que les hommes ne revenaient pas à la maison. Et comme depuis cinq ans c'était un massacre continu, elles en sont venues à penser que leurs maris avaient été assassinés. C'est alors que se sont regroupées les femmes de Shuncay et de Tulay, les deux hameaux les plus proches de Nebaj, et se sont ainsi rendues à une cinquantaine au village. Quand les soldats qui encerclaient Nebaj les ont vues s'approcher, ils ont couru au casernement pour dire que des guérilleros s'approchaient pour attaquer le village. Les soldats ont pris leurs armes mais sont restés décontenancés en voyant arriver des femmes qui se mirent à parcourir la queue pour y chercher leurs maris ou leurs pères.

A deux des femmes qui n'avaient pas trouvé leurs hommes, les gens ont dit qu'ils étaient entrés dans le baraquement quand c'était leur tour mais qu'ils n'en sont pas ressortis. Les deux femmes se sont rendues sur place pour les réclamer, et d'autres femmes se sont jointes à elles. Les soldats leur ont barré le passage et les ont menacées. Les esprits se sont alors échauffés, jusqu'à ce que les femmes se mettent à lancer des cailloux pour s'ouvrir un passage. Les soldats ont riposté en tirant et en lançant des grenades. On n'a jamais su combien de personnes étaient mortes là. L'armée s'est opposée à ce que les pompiers ramassent les cadavres et que le médecin du centre de soins s'occupe des blessés. On les a tous embarqués dans un avion. Un journaliste a parlé de six femmes et cinq hommes tués, et de trente-cinq blessés, hommes et femmes; en réalité il est impossible de préciser le nombre des victimes. D'ailleurs les blessés ne sont jamais revenus.

Le Père José Maria Gran a été témoin du massacre. Quand le diocèse eut publié un communiqué sur ce fait, le capitaine du détachement de Nebaj a demandé au Père Gran si c'était lui qui avait transmis les indications. Le Père Gran a répondu que le communiqué avait été rédigé par le diocèse, mais le capitaine a rétorqué: "Oui, mais l'évêque ignorait ce qui se passait à Nebaj. C'est vous qui avez transmis la nouvelle à Santa Cruz del Quiché."

Quelques jours plus tard, à la mi-mars, l'armée assassinait deux instituteurs à Nebaj.

L'assassinat du Père Gran

Le 4 juin, le Père José Maria Gran était tué. L'armée a reconnu que c'était elle qui l'avait fait, en précisant que c'était au cours d'un

(8) "Ladinos": généralement, les non Indiens; dans le cas présent, les métis (NdT).

affrontement avec des guérilleros. C'est l'armée qui a informé la municipalité de Chajul en déclarant: "Nous avons eu un contact avec les guérilleros. Il y a deux cadavres. Vous pouvez aller les ramasser." C'étaient ceux du Père Gran et de son sacristain.

Le Père José Maria Gran^{et son sacristain} étaient en train de visiter une dizaine de hameaux de la paroisse, comme ils le faisaient périodiquement. Durant les trois derniers jours, ils avaient été suivis partout par un hélicoptère de l'armée. Et ils avaient dû se cacher. Sur le chemin du retour, alors qu'ils revenaient d'un hameau près de Chajul, l'armée a interdit une portion de route de quelque quatre kilomètres. Ils déviaient les gens qui arrivaient par là. Mais ils ont laissé passer le Père José Maria et son sacristain pour les tuer là. Le Père José Maria reçut une balle explosive dans l'épaule, qui lui arracha le coeur; et le sacristain reçut une balle en pleine nuque qui le décapita littéralement. Ensuite, les militaires tirèrent dans la tête du Père Gran sept balles de plus petit calibre, comme coup de grâce, pour l'achever.

Dans une note officielle, l'armée a déclaré que "les guérilleros transportaient des drapeaux de l'Armée de guérilla des pauvres et de la propagande subversive". Mais quand la municipalité a recueilli les affaires du Père José Maria et les a inspectées pour en dresser l'inventaire, il se trouve que le secrétaire de mairie a consigné par écrit ce qu'un camarade lui dictait. A la question concernant la petite valise: "Qu'y a-t-il à l'intérieur?", il a été répondu: "Des vêtements", sans qu'il soit fait mention de drapeaux de l'Armée de guérilla des pauvres. Comment l'armée pouvait-elle alors dire qu'il y avait de tels drapeaux dans la valise, s'il n'en est pas question dans l'acte d'inventaire de la mairie ni ailleurs?

Après la mort du Père José Maria Gran, les missionnaires de la Congrégation du Sacré-Coeur se sont interrogés sur la convenance de rester au Quiché ou de s'en aller. A l'unanimité, la décision a été prise de rester au Quiché, et la majorité des prêtres se sont offerts à aller dans la région montagneuse de Chajul où le Père Gran avait été tué.

Le mois de juillet a commencé dans l'inquiétude car les bruits étaient tous les jours plus importants; les contrôles des presbytères devenaient de plus en plus serrés et l'armée déclarait ouvertement dans les villages: "Vous voyez? ce curé guérillero a été tué!"

La mort du Père Faustino Villanueva (9)

Le 10 juillet, c'était la mort du Père Faustino, à Joyabaj, un endroit qui était plutôt tranquille, sans mouvements armés dans les environs. Par ailleurs, le Père Faustino était un bon prêtre, très populaire, très ami des gens; mais ce n'était pas un leader dans la communauté, il n'était pas un agent de pastorale inquiet et parlant de révolution sociale. Au contraire, c'était un prêtre typiquement traditionnel, humble, simple, estimé, bon compagnon, et non pas un homme d'initiative ou un organisateur de foules.

L'assassinat a eu lieu vers les huit heures du soir. Deux hommes sont arrivés à Toyabaj en moto, vers quatre heures de l'après-midi. Ils ont

(9) Il faut noter que le Père Villanueva était un prêtre plutôt "traditionnel", ce qui confirme la "stratégie de la terreur" employée par l'armée à l'encontre de l'Eglise locale et de la population (NdT).

fait plusieurs tours dans le village, se sont rendus dans des hameaux et sont revenus dans l'agglomération, avec une liste de noms que personne ne connaissait. Ils ont laissé leur moto derrière l'église, ont traversé la place et se sont dirigés vers le presbytère. Ils ont demandé à la cuisinière: "Nous voulons parler au curé." Elle leur a répondu: "Il est dans son bureau." Une demi-minute ne s'était pas écoulée, après leur réception, qu'ils lui avaient tiré deux balles dans la tête.

Un homme qui se trouvait là les a aperçus; il a vu comment ils ont tué, puis enfourché leur moto pour se sauver. Il s'est précipité à la police pour dire qu'on venait de tuer le curé de la paroisse et que "les assassins venaient de se sauver par là!". L'alerte a été lancée dans les villages de Zacualpa, de Chiché et de Chinique qui se trouvent sur la seule route qui relie Joyabaj à Santa Cruz del Quiché. Les policiers de Zacualpa ont expliqué plus tard qu'ils ont bien vu passer la moto et qu'ils ont tiré dans sa direction, mais qu'elle s'était échappée. Ce qui est sûr, c'est que les gens de Santa Cruz del Quiché ont vu la moto avec ses deux passagers entrer dans la caserne de la police rurale, une heure et demie après l'assassinat du Père Faustino.

Le lendemain, le 11 juillet, les deux mêmes individus sur la même moto jaune sont allés par trois fois chez le curé de Zacualpa, un prêtre irlandais. Ils ne l'ont pas trouvé mais ont déclaré qu'ils allaient le tuer parce que c'était un communiste. Le 12 juillet, ces individus, toujours sur leur moto, se sont présentés en armes au collège des dominicains en réclamant deux religieuses qui, heureusement, étaient absentes à ce moment-là.

Une autre réunion a eu lieu pour les missionnaires de la Congrégation du Sacré-Coeur. Une nouvelle fois ils décidèrent de rester au Quiché.

Attentat contre l'évêque

C'est alors qu'ont eu lieu deux tentatives d'assassinat de l'évêque du diocèse.

Celui-ci, Mgr Gerardi, avait l'habitude d'aller tous les samedis dans un village du nom de San Antonio, dans une commune voisine du chef-lieu de département qu'est Santa Cruz del Quiché. Il y allait de neuf à onze heures du matin, disait la messe, célébrait baptêmes et mariages, puis revenait à Santa Cruz del Quiché.

Mais ce samedi-là, Mgr Gerardi était à la capitale en réunion avec la conférence épiscopale; il avait demandé au Père Fernando d'aller dire la messe à San Antonio. C'est ainsi que le Père Fernando a pris la Land Rover et est parti pour le village. Cinq kilomètres avant d'y arriver, un jeune garçon en bicyclette s'est montré en faisant signe aux occupants d'arrêter. Il a expliqué: "Père, ne vas pas dire la messe. Mon papa et "les membres de la communauté chrétienne m'envoient pour te dire qu'ils "ont vu des gens en armes qui ont demandé par là quand c'est que l'évêque "arrive pour dire la messe. Ils sont à un kilomètre d'ici, et ils attendent pour te tuer."

Le Père Fernando a fait demi-tour, avec les deux prêtres qui l'accompagnaient. Il a rencontré l'évêque qui était de retour à Santa Cruz del

Quiché et lui a raconté ce qui s'était passé. Alors que le Père Fernando était en train d'expliquer cela à l'évêque, est arrivé un policier de Santa Cruz del Quiché qui a demandé à ce dernier: "Alors, Père, que se passe-t-il aujourd'hui, pour que vous n'alliez pas dire la messe à San Antonio?" Le prêtre a répondu que ce n'était pas possible aujourd'hui. Le policier a insisté: "C'est qu'il faut que vous alliez dire la messe à San Antonio. Si vous avez peur, on peut vous emmener dans la voiture de la police. Nous, on vous emmène." Le piège était si grossier que l'évêque a décidé de quitter les lieux et d'aller dormir à Chichicastenango.

Alors qu'il se trouvait à Chichicastenango, les deux individus à la moto jaune sont arrivés à Santa Cruz del Quiché à la recherche de l'évêque.

Le 19 juillet, l'évêque a convoqué les prêtres et tous les agents de pastorale travaillant au Quiché et nous a déclaré: "J'ai décidé de quitter le diocèse, et je vous demande de réfléchir à ma décision, car je vous demande votre solidarité pour ce geste. Ici, nous ne sommes plus en condition de travailler. Ils vont tous nous tuer." Certains groupes ont déclaré à l'évêque qu'ils n'étaient pas d'accord avec sa décision, mais que, par solidarité, ils le soutiendraient.

L'abandon temporaire du diocèse du Quiché revêt surtout une signification de dénonciation publique, au plan national et international. Pourquoi pourchasse-t-on les agents de pastorale du Quiché? Pour notre part, suite aux analyses que nous avons faites, nous pensons que c'est pour asséner un coup encore plus dur au peuple du Quiché. Car l'armée, tactiquement, attaque et cherche à détruire tout ce qui peut avoir une forme de provocation, car ce que recherche l'armée, c'est de provoquer le peuple, de le forcer à se soulever. Des officiers nous ont déclaré en toute franchise: "Nous ne tenons pas à tuer deux ou trois d'entre vous. Ce que nous voulons, c'est que vous foutiez le camp, fils de putain! pour en tuer une bonne fois deux ou trois mille." Car l'autre raison pour laquelle l'armée nous pourchasse, c'est qu'elle ne veut pas de témoins de ce qui se passe dans cet immense camp de concentration qu'est devenu le département du Quiché.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441